

Cote du document: EB 2018/123/R.13
Point de l'ordre du jour: 5 c) i)
Date: 21 mars 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Benoît Thierry
Chargé de programme de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2234
courriel: b.thierry@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Fonctionnaire principale de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-troisième session
Rome, 16-17 avril 2018

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/effets directs	2
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	10

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Carte de la zone du projet

Bangladesh

Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne

President's report



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Source: FIDA 13-10-2017

République populaire du Bangladesh

Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République populaire du Bangladesh
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	109,85 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	64,5 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	2 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
Contribution de l'emprunteur:	28,65 millions d'USD
Contribution du secteur privé:	8,1 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,6 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne, telle qu'elle figure au paragraphe 47.

Proposition de prêt et don à la République populaire du Bangladesh pour le Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Bangladesh a une population de 160 millions d'habitants et un taux de pauvreté élevé. Le pays doit impérativement accroître sa production agricole et satisfaire à des normes de qualité acceptables, malgré les changements climatiques. L'agriculture demeure indispensable à la prospérité du pays; elle occupe trois quarts du territoire du Bangladesh, qui n'est guère étendu, et fournit les moyens d'existence de la majorité de la population.
2. La part de la population vivant avec moins de 1,25 USD par jour est tombée de 49% à 31,5% entre 2000 et 2010, ce qui a permis à 16 millions de personnes de sortir de la pauvreté lors de la période considérée. Dans son ensemble, la pauvreté a reculé cette dernière décennie, même si elle s'élève encore à environ 35% et que la baisse a été plus lente dans les zones rurales. Fait frappant, la part de la population extrêmement pauvre est encore trois fois plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. Le Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne concerne le développement de cultures à forte valeur dans les districts du sud du Bangladesh. Le projet repose sur l'hypothèse selon laquelle, avec l'ouverture du nouveau Pont de la Padma en 2019, de nombreux agriculteurs des districts du sud pourront plus facilement écouler leurs produits sur les marchés de Dacca (cultures à forte valeur, légumes, légumineuses et fruits). La réduction des temps de trajet permettra d'améliorer la fraîcheur des produits et d'en augmenter la valeur, à condition qu'ils soient correctement cueillis, emballés et transportés. Ce projet peut jouer un rôle de premier plan dans l'accroissement des recettes agricoles.
4. Le Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne prendra comme point d'entrée les groupes d'agriculteurs pour accroître la production et le développement des filières dans les zones cibles. Le projet visera tout particulièrement à: a) renforcer la compétitivité agricole; b) améliorer et viabiliser les services et les mécanismes d'appui technique; c) recenser les débouchés commerciaux et établir la liaison avec un programme de recherche appliquée, de développement et de vulgarisation pour soutenir les petits exploitants; d) améliorer l'accès aux possibles sources de revenus que représentent les cultures à forte valeur, dans le cadre de plates-formes multipartites; e) appuyer la capacité des personnes ou des groupements/organisations de s'intégrer aux filières agricoles. Le projet permettra d'accroître la quantité de la production et d'en améliorer la qualité, en tirant parti d'une infrastructure de production appropriée. De plus, il mettra en relation des groupements de commercialisation composés d'agriculteurs avec des acteurs du

secteur privé, pour favoriser une agriculture sous contrat équitable, ainsi que l'établissement de contrats après récolte et de contrats de transformation.

5. Le projet s'inscrit dans le droit fil des stratégies nationales de réduction de la pauvreté, de développement agricole et rural et d'adaptation aux changements climatiques. Il tient compte du Plan directeur public en faveur du développement agricole de la région méridionale du Bangladesh (2013), dans la mesure où il renforce la réactivité et la compétitivité des petits exploitants ruraux dans le secteur de l'horticulture à forte valeur du sud du pays. L'objectif du projet et les interventions prévues au titre du projet renvoient directement à l'objectif général du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, au programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats pour la période 2012-2018, ainsi qu'aux recommandations formulées dans l'évaluation du programme de pays de 2015.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Située dans le sud du pays, la division de Barisal compte le nombre le plus élevé de personnes pauvres du pays (39,4%). D'après le recensement agricole de 2008, il y avait environ 3,1 millions de ménages agricoles dans le sud du Bangladesh, dont 2,7 millions de petits exploitants. La région est exposée aux chocs exogènes, qui touchent tout particulièrement les pauvres. Il s'agit notamment des cyclones et ondes de tempête, de l'érosion des sols, du manque de moyens d'existence, de la dégradation des ressources, de la salinisation, des inondations et de l'engorgement des sols par de l'eau.
7. Le projet sera mis en œuvre dans 11 districts couvrant 30 upazilas (sous-districts). Les associations d'agriculteurs (qui sont au nombre de 250) seront sélectionnées en fonction de critères de ciblage. La population totale des 30 upazilas cibles s'élève à 7 018 218 personnes, soit 1 246 021 ménages. Au moins 250 000 ménages ruraux bénéficieront directement du projet. Les bénéficiaires du projet seront sélectionnés dans le cadre d'une stratégie de ciblage inclusive, axée sur les petits exploitants sans terre ou marginalisés, avec quelque 80% des bénéficiaires issus de ces catégories. Les jeunes représenteront quelque 20% des bénéficiaires, et les femmes environ 30%.

B. Objectif de développement du projet

8. Le projet a pour but de contribuer à la réactivité et à la compétitivité des petits exploitants agricoles en ce qui concerne la production de cultures à forte valeur et la commercialisation de produits frais ou transformés. L'objectif du projet en matière de développement est d'accroître les revenus des agriculteurs et d'améliorer leurs moyens d'existence, au moyen d'investissements relatifs à la productivité axés sur la demande, de la diversification des cultures et du renforcement des liens avec les marchés.

C. Composantes/effets directs

9. Le projet permettra de stimuler la production, de recenser les débouchés commerciaux tant pour les produits frais que pour les produits transformés, d'appuyer la gestion après récolte créatrice de valeur ajoutée et de renforcer la compétitivité des cultures à forte valeur pour faire en sorte que les ménages passent d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale. À cet effet, le projet sera articulé autour de trois composantes techniques, étayées par une composante de gestion du projet. Les composantes techniques sont les suivantes:
 - i) accroissement de la production de cultures à forte valeur et adoption de technologies;
 - ii) transformation et commercialisation des cultures à forte valeur;
 - iii) gestion des eaux de surface visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques.

10. Composante 1: Accroissement de la production de cultures à forte valeur et adoption de technologies. Cette composante permettra l'expérimentation, l'évaluation et l'adoption de nouvelles technologies et pratiques de gestion par les petits exploitants, de manière à améliorer leur production de cultures à forte valeur correspondant à des débouchés commerciaux recensés. Des recherches sur de nouvelles technologies et sur les technologies existantes seront lancées aux fins de leur adaptation aux caractéristiques agroécologiques. La composante encouragera la compétitivité agricole liée à la demande du marché, dans le cadre de trois sous-composantes: i) évaluation des cultures à forte valeur et mobilisation de groupements; ii) production en prise sur la demande et recherche orientée sur le marché; et iii) appui institutionnel dans les secteurs de la recherche et de la vulgarisation.
11. Composante 2: Transformation et commercialisation des cultures à forte valeur. Cette composante permettra aux petits exploitants d'accéder plus facilement aux marchés grâce à la mise en place d'un environnement commercial propice à la participation du secteur privé. En parallèle, on aidera les entreprises agricoles prometteuses à s'intégrer dans les marchés en proposant des produits à valeur ajoutée, pour faire en sorte que les décisions relatives à la production soient en prise sur les débouchés commerciaux. L'apport de valeur ajoutée se fera grâce à l'amélioration des pratiques après récolte liées à la transformation, au stockage et au transport des produits agricoles. La composante est articulée autour de trois sous-composantes, à savoir: i) l'amélioration des liens avec les marchés: des plateformes multipartites seront établies en vue de faciliter les liens entre les producteurs, les commerçants et les entreprises agroalimentaires; ii) les investissements dans les secteurs de l'après récolte et de la transformation, pour aider les entreprises agroalimentaires à renforcer les capacités des producteurs en ce qui concerne les activités après récolte et la transformation primaire, de manière à répondre à la demande des acheteurs. En outre, on recensera les entreprises agroalimentaires potentielles et on les appuiera; et iii) la mise en place dans les filières de mesures relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, en vue de promouvoir une alimentation saine et diversifiée à l'intention des ménages, des femmes et des jeunes enfants.
12. Composante 3: Gestion des eaux de surface visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques. Cette composante a pour objet d'améliorer la disponibilité de l'eau d'irrigation et l'efficacité de son utilisation, en s'appuyant sur l'aménagement d'infrastructures et la fourniture d'un accès d'appoint ou d'un accès régulier pendant la campagne agricole. Elle comprend deux sous-composantes: i) gestion, drainage, conservation et utilisation durable des eaux de surface; ii) appui institutionnel en faveur du renforcement des capacités. Les groupements d'usagers de l'eau, qui sont les principaux bénéficiaires, recevront une formation et pourront renforcer leurs capacités afin de disposer des savoirs et des compétences leur permettant de faire fonctionner et d'entretenir les infrastructures de gestion de l'eau. Toutes les activités viendront compléter les initiatives relatives à l'apport de valeur ajoutée relevant des composantes 1 et 2. Le lieu et l'échelle des interventions seront déterminés et classés par ordre de priorité en fonction des activités relatives à la production vivrière et à la production de cultures commerciales, ainsi que des besoins en matière d'irrigation d'appoint et d'irrigation tout au long de la campagne agricole.

III. Exécution du projet

A. Approche

13. Le projet sera exécuté conformément au document type de projet de développement des autorités publiques, qui se fonde sur le rapport de conception du projet du FIDA. La mise en œuvre du SACP se déroulera sur une période de six ans et débutera par la conduite d'études relatives aux filières et d'enquêtes de

référence et l'établissement de plateformes multipartites. Le projet sera axé sur l'acquisition et le renforcement des capacités concernant les nouvelles compétences utiles dans les domaines suivants: amélioration de la résilience des méthodes de production face aux changements climatiques, gestion de l'eau, gestion après-récolte et techniques de commercialisation. En outre, dans le cadre du projet, des méthodes et des techniques d'adaptation seront expliquées au personnel du Ministère de l'agriculture et aux bénéficiaires. On mettra l'accent sur la reproduction à plus grande échelle des modèles ayant fait leurs preuves ainsi que des bonnes pratiques, et on intégrera ces modèles et pratiques dans les filières cibles.

B. Cadre organisationnel

14. Le Ministère de l'agriculture, qui est l'agent principal d'exécution du projet, assumera la responsabilité générale du projet.
15. Opération. La coordination interdépartementale entre les quatre organismes d'exécution relevant du Ministère de l'agriculture le Département de la vulgarisation agricole, le Département de la commercialisation agricole, la Société de développement agricole du Bangladesh et l'Institut de recherche agricole du Bangladesh, sera assurée par le bureau du projet accueilli au Département de la vulgarisation agricole. Les directeurs des composantes seront des fonctionnaires nationaux détachés du Département de la vulgarisation agricole, du Département de la commercialisation agricole et de la Société de développement agricole du Bangladesh. Le coordinateur du projet sera détaché de l'Institut de recherche agricole du Bangladesh. Le personnel sera appuyé par une équipe opérationnelle d'experts recrutés en externe. Un fonctionnaire principal spécialisé en suivi-évaluation, issu du Département de la vulgarisation agricole, sera recruté pour épauler le bureau du projet. On créera un comité de pilotage chargé d'évaluer et d'approuver les plans de travail annuels et de formuler des indications sur les aspects stratégiques de la gestion de l'exécution.
16. Assistance technique. Un fonds séparé d'un montant de 3 millions d'USD puisés dans le financement destiné au projet (à parts égales entre prêt et don du FIDA) sera affecté à l'assistance technique, qui sera fournie par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au bureau du projet et aux organismes d'exécution. Les activités d'assistance technique porteront sur:
 - a) des activités de formation de formateurs et d'accompagnement complémentaire;
 - b) l'appui à l'élaboration d'un système de suivi-évaluation permettant de suivre les avantages apportés par le projet; et c) la conduite d'études de fond. On attend de l'assistance technique qu'elle contribue à renforcer l'aptitude des organismes d'exécution à mettre en œuvre le projet d'une manière performante et à obtenir les résultats escomptés.
17. Participation du secteur privé. Le projet mettra en place un environnement propice aux partenariats public-privé-producteurs (4P) afin que les fournisseurs d'intrants, les entreprises agroalimentaires, les grossistes, les commerçants et les exportateurs du secteur privé puissent évaluer le potentiel des cultures à forte valeur dans le delta du Sud ainsi que les débouchés commerciaux à des fins d'expansion de leurs activités, et collaborer avec des organismes publics s'agissant d'investir dans les groupements de producteurs et de commercialisation appuyés par le projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

18. Le projet suivra une approche de gestion axée sur les résultats et établira un lien solide entre la planification, l'exécution, le suivi et les résultats attendus. Il veillera à ce que toutes les activités et tous les processus relatifs au projet soient conformes au but, aux objectifs et aux effets attendus du projet. On élaborera un système de suivi-évaluation intégré et de gestion des savoirs tenant compte des indications du Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO) du FIDA et

des cadres d'action des pouvoirs publics. La planification, le suivi-évaluation seront axés sur les résultats, ce qui permettra de suivre les progrès réalisés au regard des produits, des effets directs et de la durabilité du projet.

19. Le système de suivi-évaluation comporte trois fonctions: i) suivre l'évolution des effets du projet dans les communautés et les groupes d'agriculteurs, et ventiler les données par sexe, tranche d'âge et groupe social; ii) appuyer l'application en temps voulu de la gestion axée sur les résultats à tous les niveaux et le processus décisionnel du Ministère; iii) rassembler et diffuser des savoirs à des fins d'apprentissage, des possibilités de reproduction à plus grande échelle et de vulgarisation des bonnes pratiques, et des enseignements concernant la gestion des risques. Les résultats seront mesurés à deux niveaux – produits et effets – au moyen des indicateurs de base du FIDA et d'indicateurs propres au projet, comme indiqué dans le cadre logique du projet.
20. Une stratégie de gestion des savoirs et de communication sera élaborée conformément à la stratégie de gestion des savoirs du FIDA, pour faire en sorte que les savoirs, les techniques et les innovations générées soient systématiquement recensés, analysés, documentés et partagés. Un système d'information de gestion en ligne et un site web du projet relié au site web du FIDA consacré à l'Asie seront mis en place durant la première année d'exécution du projet et serviront d'outil de suivi et de plateforme de partage des savoirs.
21. Unité d'appui du programme de pays. L'unité, qui sera dirigée par la Division des relations économiques du Ministère des finances, veillera à ce que la gestion du programme de pays garantisse une utilisation optimale des ressources. L'unité assurera des services d'appui technique et de renforcement des capacités dans trois grands domaines: le suivi-évaluation, la gestion des savoirs et la communication, et la gestion financière. Elle est conçue avec suffisamment de flexibilité pour être en mesure de répondre aux besoins du projet dans d'autres domaines techniques conjointement déterminés dans le cadre des projets financés par le FIDA. Les modalités d'organisation et les attributions de l'unité d'appui au programme de pays seront étudiées conjointement par le FIDA, la Division des relations économiques, le Ministère de l'agriculture et les autres organismes concernés afin de garantir l'appropriation locale et la durabilité.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

22. Les dispositions relatives à la gestion financière qui sont proposées comprennent plusieurs mesures destinées à ramener les risques à des niveaux acceptables, en veillant à ce que: i) les fonds et les actifs du projet soient utilisés aux fins prévues de manière efficace et efficiente; et ii) des rapports financiers fiables soient élaborés et remis au FIDA et aux pouvoirs publics dans les délais impartis.
23. Comptabilité. En matière de comptabilité, les politiques et les procédures du projet seront conformes aux procédures du secteur public, qui reposent sur la comptabilité de caisse. L'harmonisation de ces normes avec les Normes comptables internationales pour le secteur public est en cours. Le système public existant, qui est décrit dans le manuel de comptabilité de projet établi par le Ministère des finances, servira de base au manuel d'exécution et au manuel de gestion financière du projet. Au stade du démarrage du projet, on achètera et adoptera un logiciel comptable qui soit conforme aux normes internationales. De plus, un système de gestion financière simplifié sera mis en service au niveau des unités de coordination de district pour garantir l'établissement de rapports convenant à chacun des organismes d'exécution.
24. Information financière. L'information financière produite par le projet sera conforme aux Normes comptables internationales et respectera les indications du manuel de gestion financière du projet. Le bureau du projet présentera au FIDA des rapports financiers semestriels exacts et actualisés dans les 45 jours suivant la fin

de chaque semestre, et ces rapports seront générés directement par le logiciel comptable du projet.

25. Flux de fonds et décaissements. Deux comptes spéciaux gérés par le bureau du projet seront ouverts à la Banque centrale du Bangladesh, conformément aux dispositions relatives aux comptes spéciaux en devise étrangère, respectivement pour le prêt et le don, avec deux comptes de projet correspondants en monnaie locale. Les transferts destinés aux organismes d'exécution seront effectués en fonction de l'information financière consolidée et des plans de travail et budgets annuels approuvés.
26. Passation des marchés. Les marchés de biens, de travaux et de services seront passés conformément aux dispositions de la loi sur les marchés publics de 2006 et de la réglementation applicable aux marchés publics de 2008, dans la mesure où ces dispositions sont compatibles avec les Directives du FIDA concernant la passation des marchés dans le cadre des projets. En cas d'incohérence entre les dispositions relatives aux marchés publics et les directives du FIDA pour la passation des marchés, les clauses prévues dans les Directives du FIDA concernant la passation des marchés dans le cadre des projets et dans le Manuel de passation des marchés prévaudront, conformément à l'accord de financement. Les passations de marché seront du ressort des organismes d'exécution et du bureau du projet. Tous les appels d'offre de portée nationale seront conduits par l'intermédiaire du système d'achat public électronique. À titre de mesure supplémentaire de limitation du risque, le FIDA procédera à un examen préalable et à un examen postérieur des décisions relatives aux passations de marché.
27. Supervision. Le FIDA supervisera directement le projet dans le cadre de son système SGRO. La supervision sera axée sur la situation d'avancement de l'exécution du projet et plus particulièrement sur l'efficacité du développement, la durabilité et la reproduction à plus grande échelle, la gestion du projet, la gestion financière et l'exécution à tous les niveaux. Au moins une mission officielle de supervision sera réalisée sur le terrain chaque année, avec la participation des autorités nationales. L'appui à l'exécution sera fourni à la demande et selon les besoins déterminés. Le FIDA conduira un examen à mi-parcours à la fin de la troisième année d'exécution du projet pour analyser les effets directs obtenus par le projet et proposer des modifications (par exemple, concernant la vulgarisation, les cibles, le budget et les activités) le cas échéant.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

28. Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas physiques et financiers, s'élève à 109,85 millions d'USD. La répartition des coûts du projet par composante et par source de financement est présentée dans les tableaux 1 et 2 ci-après.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Secteur privé		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Accroissement de la production de cultures à forte valeur et adoption de technologies	10 505,6	61,2	404,6	2,4	1 956,1	11,4	838,1	4,9	3 459,5	20,2	17 163
2. Transformation et commercialisation des cultures à forte valeur	20 443,0	59,9	665,6	2,0	6 175,5	18,1	23,7	0,1	6 792,7	19,9	34 100
3. Gestion des eaux de surface visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques	26 238,9	57,1	161,5	0,4	-	-	5 706,7	12,4	13 850,9	30,1	45 958
4. Gestion du projet	7 310,7	57,9	768,4	6,1	-	-	-	-	4 543,6	36,0	12 622
Total	64 498,2	58,7	2 000,0	1,8	8 131,6	7,4	6 568,5	6,0	28 646,6	26,1	109 845

B. Financement du projet

29. Le financement du FIDA sera fournie sous la forme d'un prêt équivalant à 64,5 millions d'USD et d'un don équivalant à 2 millions d'USD (soit 1,8% du coût total du projet); les contributions des bénéficiaires s'élèveront au total à 6,6 millions d'USD; le secteur privé fournira 8,1 millions d'USD; et le gouvernement contribuera à hauteur de 28,65 millions d'USD, chiffre qui englobe les salaires du personnel, les frais de location, les taxes et les droits concernant les dépenses du projet. La FAO fournira une assistance technique d'un montant de 3 millions d'USD, qui sera financé à parts égales par des fonds du don et des fonds du prêt.

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses* et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Secteur privé		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
I. Dépenses d'investissement											
A. Travaux	25 041,2	59,3	-	-	-	-	5 706,7	13,5	11 484,3	27,2	42 232,2
B. Véhicules et matériel	2 542,2	70,0	-	-	-	-	-	-	1 089,5	30,0	3 631,8
C. Biens, services et fournitures	10 753,6	52,7	482,3	2,4	6 357,3	31,2	861,7	4,2	1 933,3	9,5	20 388,3
D. Formations, ateliers, enquêtes et études	18 577,7	73,7	-	-	1 774,3	7,0	-	-	4 841,6	19,2	25 193,6
E. Assistance technique	1 517,7	47,2	1 517,7	47,2	-	-	-	-	182,9	5,7	3 218,4
Total dépenses d'investissement											
II. Dépenses récurrentes											
A. Salaires et indemnités	6 065,8	45,8	-	-	-	-	-	-	7 192,6	54,2	13 258,4
B. Dépenses de fonctionnement									1 922,4	100,0	1 922,4
Total	64 498,2	58,7	2 000	1,8	8 131,6	7,4	6 568,5	6,2	28 646,6	26,1	109 845,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

30. Il ressort de l'analyse des coûts et avantages économiques et financiers du projet que les investissements du projet dans l'accroissement de la production de cultures à forte valeur, leur transformation et leur commercialisation, ainsi que dans la gestion des eaux de surface, contribueront à améliorer la diversification et la productivité agricoles. Selon l'analyse, les résultats attendus sont les suivants:
- une production et une productivité accrues des cultures à forte valeur (autres que

le riz); ii) des techniques et pratiques agricoles améliorées stimulant la productivité; iii) une sécurité hydrique accrue au profit de la production agricole, permettant de réduire le risque de pénurie d'eau lié à la salinisation et aux fluctuations saisonnières; iv) l'amélioration de la commercialisation, de la gestion après récolte et de l'apport de valeur ajoutée (transformation agroalimentaire); et v) la création d'emplois.

31. Dans l'ensemble, le taux de rentabilité économique du projet est estimé à 16% et la valeur actuelle nette s'élève à quelque 2 482 millions de taka bangladais avec un ratio avantages-coût de 1,30. La rentabilité économique serait robuste et pourrait être maintenue au-dessus du taux d'escompte de 10%, même en cas d'augmentation des coûts ou de baisse des bénéfices de 20% chacun, et de retard de deux ans dans la concrétisation des avantages.

D. Durabilité

32. Durabilité institutionnelle. Dans le prolongement direct du Plan directeur public en faveur du développement agricole de la région méridionale du Bangladesh, le projet: apportera un appui tant du côté de la demande que du côté de l'offre en ce qui concerne la transformation agricole, aidera les petits exploitants à sortir d'une agriculture de subsistance et à s'intégrer dans le marché, et renforcera le système d'appui technique institutionnel du pays dans les domaines de la vulgarisation et de la commercialisation agricoles, de la recherche-action et de la gestion de l'irrigation. Le renforcement permanent de l'appui technique institutionnel fourni par le Ministère de l'agriculture et de la structure opérationnelle de ses départements techniques constitue la meilleure garantie de durabilité.
33. Durabilité opérationnelle. La conception met l'accent sur le développement de filières axées sur le marché, en partenariat avec des opérateurs du secteur privé et avec la participation de groupements d'exploitants agricoles et d'autres acteurs du marché. Le projet contribuera à faciliter l'accès au marché et favorisera l'établissement de liens en fournissant un appui dans les domaines suivants: installations de transformation, efficacité des transports, lutte contre les pertes après récolte, installations d'entreposage, relations contractuelles, production de produits de qualité et obtention des prix les plus avantageux.
34. Durabilité technique. L'appui au service technique est conçu pour faire en sorte que les services de vulgarisation et de commercialisation répondent mieux aux besoins réels des agriculteurs et que l'obligation de rendre des comptes soit respectée. Le gouvernement se montre déjà plus enclin à renforcer le système de services d'appui compte tenu des résultats en passe d'être obtenus. L'efficacité de ce mécanisme d'appui peut servir d'exemple dans le système, comme bonne pratique à reproduire systématiquement.
35. Durabilité sociale. La conception met l'accent sur le développement d'organisations communautaires autonomes, telles que les groupements d'intérêt composés d'agriculteurs dans les secteurs de la production, de la commercialisation et de la gestion de l'eau. Ces groupements seront consolidés afin de pouvoir jouer un rôle de premier plan, le cas échéant, dans l'exécution et la gestion en cours des activités du projet, par exemple en ce qui concerne le fonctionnement et l'entretien des biens collectifs aux fins de leur utilisation durable.

E. Identification et atténuation des risques

36. Plusieurs facteurs de risque ont été analysés et atténués comme suit: le projet est conçu de manière à ce que les investissements du FIDA soient cohérents avec les politiques et les stratégies nationales relatives à la réduction de la pauvreté et au développement agricole et rural. La conception répond aux besoins et aux priorités en matière de développement, tels que les parties prenantes et les bénéficiaires les ont déterminés. En conséquence, les risques associés au projet ont trait aux

incertitudes liées aux changements climatiques et à l'évolution rapide de l'environnement socioéconomique, ou consistent en risques opérationnels.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

37. L'objectif du projet et les interventions menées au titre du projet sont directement liés à l'objectif général du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. Les investissements viennent appuyer la transformation du secteur agricole pour que celui-ci soit plus durable et se caractérise par une productivité, une rentabilité et une commercialisation plus résiliente face aux changements climatiques. À cet effet, il faudra veiller à ce que les petits exploitants et les ménages ruraux accèdent aux débouchés commerciaux ainsi qu'à des services d'appui améliorés, pour qu'ils puissent accroître leurs revenus et renforcer leurs moyens d'existence et leur sécurité alimentaire et nutritionnelle et, partant, leur résilience.
38. Les risques environnementaux et sociaux du projet relèvent de la catégorie "B", les effets néfastes que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement naturel et social étant minimes, voire négligeables. Par contre, les risques liés aux changements climatiques sont de la catégorie "élevée". Le projet permettra d'atténuer considérablement les risques perçus et il devrait contribuer de manière substantielle au renforcement de la résilience et à la réduction de la pauvreté des petits exploitants résidant dans les zones cibles.

B. Alignement et harmonisation

39. Les éléments principaux de la stratégie générale s'inscrivent dans le droit fil du Septième plan quinquennal national pour la période 2016-2020, de l'actuelle politique agricole nationale, du Plan directeur public en faveur du développement agricole de la région méridionale du Bangladesh, ainsi que du Cadre stratégique du FIDA et de sa stratégie de pays (COSOP) pour le Bangladesh. En mettant l'accent sur un projet d'investissement agricole exécuté par le Ministère de l'agriculture pour accroître la production agricole dans le sud du pays, le projet répond à la demande de ce ministère et tient compte des résultats de l'examen à mi-parcours du COSOP, ainsi que de l'évaluation du programme de pays. Le projet viendra étayer les priorités stratégiques publiques en matière d'agriculture, à savoir: accroître la production, assurer la sécurité alimentaire, appuyer l'adaptation aux changements climatiques et améliorer la nutrition en assurant la fourniture de denrées plus saines et plus diversifiées. En outre, il portera sur des domaines prioritaires dégagés dans le Cadre stratégique, notamment la transversalisation de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes, l'agriculture intelligente face aux changements climatiques et la gestion durable des ressources naturelles.
40. Pendant l'exécution, on tirera parti des synergies avec d'autres projets de développement mis en œuvre dans le pays. Les organismes d'exécution travaillent déjà en coordination. Le projet s'appuiera sur les enseignements tirés du Programme national relatif aux technologies agricoles et profitera des recoupements au titre de la deuxième phase de ce programme; par exemple, un certain nombre de fonctionnaires de district et d'upazila ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités dans son cadre. Les domaines d'investissement complémentaires sont les suivants: recherche agricole axée sur la demande, transfert de techniques intelligentes face aux changements climatiques et application pratique aux niveaux des exploitations agricoles et du marché, vulgarisation entre exploitants agricoles, développement des entreprises agricoles et du secteur agroalimentaire, établissement de liens avec les marchés, et collaboration avec les prestataires de service du secteur privé. En outre, le Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole est de portée nationale en ce qui concerne ses initiatives relatives au développement des microentreprises, au développement des filières et à l'adoption de technologies. Les

meilleures pratiques et les innovations qu'il promeut, notamment l'établissement de liens entre le développement des filières et les services de finance rurale, peuvent être appliquées en particulier aux composantes 1 et 2 du projet proposé. Celui-ci recoupe géographiquement le Projet de développement et de colonisation des chars (phase IV) dans le district de Noakhali, où la colonisation des terres, les infrastructures, l'appui à l'agriculture et aux moyens d'existence et les activités de foresterie sont actuellement menés par six organisations d'exécution, dont le Département de la vulgarisation agricole. Le Projet de développement et de colonisation des chars (phase IV) et le Département de la vulgarisation agricole ont contribué à la mise en place de 90 forums d'agriculteurs, notamment dans deux upazilas situés dans la zone d'intervention du projet proposé.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

41. En appuyant la recherche agricole et en renforçant ses liens avec les projets, on pourra développer plus avant l'innovation et le transfert des technologies au profit des petits exploitants. La gestion des savoirs sera essentielle à l'innovation. On formulera des avis fondés sur les effets du projet concernant des questions fondamentales telles que l'accès aux ressources naturelles.
42. Le projet s'inspire des enseignements tirés des précédents projets exécutés par le Ministère de l'agriculture et des projets financés par le FIDA au Bangladesh, l'accent étant mis sur les interventions axées sur les besoins du terrain et sur la demande du marché. Les tendances actuellement constatées dans l'agriculture montrent que, de plus en plus, les agriculteurs passent de systèmes agricoles traditionnels – qui reposent sur la culture du riz et d'autres céréales – à des cultures plus rentables destinées à des marchés locaux et d'exportation précis. Les agriculteurs ont montré qu'ils souhaitent vivement adopter de nouvelles techniques et pratiques, auxquelles ils accèdent principalement à l'occasion d'interactions entre agriculteurs. Le projet proposé a pour but de faciliter ces processus et d'étendre la production des cultures à forte valeur au-delà des sites existants.

D. Participation à l'élaboration des politiques

43. Le projet appuiera les stratégies publiques de réduction de la pauvreté et de souveraineté alimentaire, comme indiqué dans le Septième plan quinquennal et la Politique agricole nationale. À cet effet, il favorisera une production agricole durable et rentable, moyennant: l'élaboration et la diffusion de nouvelles techniques, l'accroissement de la productivité, la création d'emplois et la génération de revenus, la commercialisation, l'adaptation aux changements climatiques, la commercialisation, l'amélioration de la qualité, la transformation des produits agricoles, la promotion de la production de cultures diversifiées et nutritives, et l'autonomisation des femmes. Le but du projet s'inscrit dans le droit fil de la priorité accordée par le Ministère de l'agriculture au renforcement de la rentabilité agricole pour que les agriculteurs restent sur leur terre et continuent de produire des denrées, afin d'assurer la sécurité alimentaire à l'échelle nationale. Le Ministère a mis en œuvre des politiques relatives aux services agricoles pertinents, notamment dans les domaines suivants: la vulgarisation agricole, le financement, la durabilité environnementale et la gestion des ressources naturelles.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

44. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. On trouvera une copie de l'accord de financement négocié à l'appendice I.
45. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.

46. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

47. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à soixante-quatre millions cinq cent mille dollars des États-Unis (64 500 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un don d'un montant équivalant à deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Negotiated financing agreement: "Smallholder Agricultural Competitiveness Project"

(Negotiations concluded on 13 March 2018)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Smallholder Agricultural Competitiveness Project (the "Project" or "SACP")

The People's Republic of Bangladesh (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and all of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement; and

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purpose of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (collectively referred to as the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the Loan is sixty four million five hundred thousand United States dollars (USD 64 500 000).

B. The amount of the Grant is two million United States dollars (USD 2 000 000).

2. The Loan is granted on Highly Concessional Terms, and shall be free of interest but bear a service charge on the principal amount outstanding of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.

3. The Loan Service Payment Currency shall be United States dollar (USD).

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.

5. Payments of the principal amount of the Loan and service charges shall be payable on each 15 April and 15 October.

6. There shall be two (2) Designated Accounts, one for the Loan and one for the Grant, for the exclusive use of the Project opened in the Central Bank of Bangladesh under SAFE arrangements. The Borrower/Recipient shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Accounts.

7. There shall be two (2) Project Accounts in local currency, one for the Loan and one for the Grant, for the exclusive use of the Project opened in a Commercial Bank.

8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart funds for the Project in the amount of twenty eight million sixty five hundred thousand US dollars (USD 28 650 000) for staff salaries, rentals and tax and duties on Project expenditure.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture (MoA) of the Borrower/Recipient.

2. A Mid-Term Review will be conducted at the end of the third year of Project implementation and as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.

3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Fund will administer the Loan, Grant and supervise the Project, and the Borrower/Recipient will implement and conduct its own administration and supervision of the Loan, Grant and the Project.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal from the Loan and Grant:

- (a) The Designated Accounts and Project Accounts shall have been duly opened as specified in Section B, paragraph 6 and 7 above;
- (b) The Project Office at central level shall have been established and the recruitment of key Project staff, as defined in Schedule 1, shall have been duly recruited;
- (c) The IFAD no objection to the PIM shall have been obtained.

2. The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal under Category V:

- (a) The Borrower/Recipient shall have signed a Unilateral Trust Fund (UTF[CRI1]) agreement with FAO, in a manner satisfactory to the Fund, for the implementation of the activities described in paragraph 15 of Schedule 1.

3. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals under this Agreement:

- (a) The Project Director and/or Key Project Personnel have been removed from the Project without the prior concurrence of the Fund; or
- (b) The Project implementation Manual (the "PIM") as referred to in paragraph 16 of Schedule 1, and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

- (c) The UTF agreement with FAO as referred to in paragraph 15 of Schedule 1 hereto has been suspended, terminated, or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, has determined that such it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary
Economic Relations Division
Ministry of Finance,
Government of the People's
Republic of Bangladesh
Sher-e-Bangla Nagar
Dhaka 1207, Bangladesh

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Borrower/Recipient and one (1) for the Fund.

PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

Authorized Representative
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Target Population.** The Project will directly benefit at least 250,000 rural households. Target beneficiaries include landless, marginal and small farmers, with up to 80 percent of beneficiaries coming from these categories. Youth will constitute up to 20 percent of beneficiaries and women participation will target at least 30 percent involvement.
2. **Project area.** The project will be implemented in 11 districts covering 30 upazilas in the Southern Region of Bangladesh, 250 unions will be selected based on the targeting criteria. The total population is more than 7,000,000 in the target 30 upazilas of 11 project districts, representing over 1,246,000 households.
3. **Goal.** The goal of the project is to contribute to Bangladesh's agriculture smallholders' responsiveness and competitiveness in High Value Crops (HVC) production and marketing of fresh and/or processed products.
4. **Objectives.** The development objective is to increase farmer incomes and livelihood resilience through demand-led productivity growth, diversification and marketing in a changing climatic condition.
5. **Components.** The Project shall consist of the following Components:
 - a) **Component 1:** Enhanced production of HVC and technology adoption. The objective of this component 1 will be the identification and prioritization of appropriate VCs for smallholder investment and associated key research gaps that need to be filled through on-farm research through developing the capacities for linking farmers to markets. The Outcome of Component 1 is 'New and existing technologies researched, developed and adapted to agro-ecological constraints'. It is divided into three sub-components, namely: (1) Assessment of HVCs and group mobilization, (2) Demand-driven production and market-led research: (3) Institutional support for research and extension.
 - b) **Component 2:** Processing and marketing of HVC. This component will support smallholders to access market in a more efficient manner through creating a business environment for private sector to reach them and improving post-harvest practices, processing, storage, and transport of agricultural commodities. The Outcome of Component 2 is 'Production decisions respond to market opportunities'. It is divided into three sub-components, namely: (1) Improving market linkage, (2) Post-harvest and processing investments and (3) Development of food safety and nutrition measures along the value chain.
 - c) **Component 3:** Climate resilient surface water management. This component aims at creating and securing enabling environment and facilities of strengthening the responsiveness and competitiveness of smallholders in HVC production and marketing through water infrastructure development. The Outcome of Component 3 is 'Improved availability of irrigation water and efficient usage'. It is divided into two sub-components, namely: (1) Sustainable surface water management, drainage, conservation and utilization and (2) Institutional support for Capacity Building.
 - d) **Component 4:** Project implementation and coordination. The project implementation will be led by the Ministry of Agriculture (MoA). The project

structure of operational management and coordination will be established along the vertical structure from central to the Union, with line agencies namely Department of Agriculture Extension (DAE), Department of Agricultural Marketing (DAM), Bangladesh Agriculture Development Corporation (BADC), and Bangladesh Agricultural Research Institute (BARI) at applicable levels. The project will fund Operational Support Teams (OST) at both central and district levels to support the Project Office at the central level and District Coordination Units (DCUs). DAE's Sub-Assistant Agriculture Officer (SAAOs) and Marketing facilitators engaged by DAM will be the key contacts in reaching the farmer groups, with help of lead farmers selected among farmer groups. The overall coordination will be through a Project Steering Committee, chaired by the Secretary of MoA and encompassing representatives from the ministries such as Economic Relations Division (ERD), line departments that are related to the Project. The PSC will evaluate and approve annual work plans, and provides directives on strategic aspects of the implementation management.

II. Implementation Arrangements

6. Lead Project Agency. The MoA in its capacity of Lead Project Agency, shall have the overall responsibility of the Project implementation in accordance with this Agreement. The overall responsibility for SACP will be assumed by the Project Office of the MoA (the "Project Office").

7. Project Office (PO) will be headed by a Project Director (the "PD") appointed from DAE by MoA and it will include four Component Coordinators from principal implementing agencies namely DAE, DAM, BADC, and BARI, seconded by government-deputed officers and supported by an OST of externally recruited experts whose positions are funded by the Project.

8. Project Steering Committee (PSC). The Project will be under the overall policy guidance of the Project Steering Committee chaired by the Secretary of MoA and encompassing representatives from the ministries such as ERD and line departments that are related to the Project. The Project Steering Committee shall meet twice a year, and as and when necessary, to provide overall strategic guidance, monitor overall implementation progress, evaluate and approve annual work plans, facilitate interagency coordination required for smooth Project implementation, and resolve any outstanding issues requiring high-level decisions.

9. Project Implementation Committee (PIC) shall be established to provide technical guidance and bring in synergy with stakeholders and partners other than the MoA. The PIC will play the role of technical exchange platform and synergy building among different development projects, where good practices and lessons learnt can be drawn to support the SACP implementation at operational level, and shared for cross-benefits.

10. Operational Support Team (OST). The Project will fund OST at both central and district levels to support the Project Office and DCUs. DAE SAAOs and Marketing facilitators engaged by DAM will be the key contacts in reaching the farmer groups, with help of lead farmers selected among farmer groups. The OST will be composed of Project Management, Financial Management, Procurement, Monitoring and Evaluation and Knowledge Management, Gender, Technical Component Coordinators, and other required staff. The OST will be recruited by the PO on a contract basis. For such recruitment, a recruitment committee will be formed and headed by the PO with representative of implementing agencies. Candidates will be short listed according to ToRs which specifies the tasks to be carried out and required qualifications, experience and other conditions if any. Short listed candidates will then be interviewed. For senior positions (PD, Project Coordinators, Specialists of FM, Monitoring and Evaluation and knowledge Management,

Procurement and Gender) the CVs of the top three candidates for each position shall be subject to the concurrence between the Fund and the Borrower/Recipient prior to their appointment. The preferred method is to recruit individual consultant using Selection of Individual Consultants (SIC) method. The process to be followed will be the same as prescribed for senior positions earlier.

11. District Coordination Units (DCU) will be established as technical hub in the respective District DAE office and composed of one lead technical officer from each of the District DAE, DAM, BARI and BADC, and other necessary staff required in all the project districts. It will be responsible for coordination of the project activities implemented by the district project line agencies and/or other contracted service providers, ensuring operational coordination through the structure of upazila and union offices to the grassroots level, ensure the timely and operational functions in the areas of project financial management, M&E and KM, procurement support and follow-ups, at its own level and the lower levels. It will collect physical and financial periodic progress reports from the involved implementing agencies, maintain district consolidate records, prepare project reports and deliver them to the Project Office.

12. Key Project Personnel. Professional staff shall be contracted under procedures acceptable to the Fund, deputed from the Government or on an open, transparent and competitive basis with qualifications and experience commensurate with their duties. It includes: the Project Director, four Project Coordinators from the respective implementing agencies (DAE, DAM, BADC & BARI) and one Administrative/Finance Officer. The recruitment and removal of the Project Director or key staff shall be subject to the concurrence between the Fund and the Borrower/Recipient

13. Annual Work Plans and Budgets (the "AWPBs") and Procurement Plan.

(a) The PO shall prepare a draft AWPB for each Project Year with the support of M&E and Finance technical staff, in consultation with DCUs and stakeholders. Each draft AWPB shall include, inter alia, a detailed description of planned Project activities during the coming Project Year and a Procurement plan and the sources and uses of funds. Each AWPB shall be submitted to the PSC for its approval no later than 90 days before the beginning of the relevant Fiscal Year. If the Project Steering Committee does not comment on the draft AWPB within thirty (30) days of receipt, the AWPB shall be deemed so approved by the Borrower/Recipient.

(b) Once approved in accordance with paragraph (a), the Project Office shall submit the draft AWPB no later than sixty (60) days prior to the beginning of the relevant Project Year to the Fund for its comments and approval. If the Fund does not comment on the draft AWPB within thirty (30) days of receipt, the AWPB shall be deemed acceptable to the Fund.

14. A Country Programme Support (CPS) unit will be established to enhance the country programme's performance and positive synergy among on-going projects. It will consist of regular interaction among projects management key staff and particular services to be determined to improve cost efficiency, capacity building and detailed programming. The programme will be led by the Economic Relations Division of the Ministry of Finance to provide technical support services in three key areas: Monitoring and Evaluation, Knowledge Management and Communication, and Financial Management. Additional technical areas can be added based on the needs of projects. Its modalities and responsibilities of the CPS unit will be reviewed on regular basis by IFAD, ERD, MoA and other involved ministries and agencies to ensure ownership and sustainability.

15. The Borrower/Recipient will apply a portion of the proceeds of the Financing to finance national and international technical assistance that will be provided by FAO Bangladesh across the project components and in accordance with an agreement to be

entered into between FAO and Borrower/Recipient (the UTF Agreement). The technical assistance will be funded from the proceeds of the Loan and the Grant ("matching Grant"). The Borrower/Recipient shall sign the UTF Agreement in the form approved by the Fund, and will provide copies to the Fund. Operational details of the matching Grant and UTF Agreement shall be defined in the PIM.

16. Project Implementation Manual ("the PIM"). The Project Office shall prepare and update the PIM for the Fund's consideration and approval. Once approved, the PIM shall be followed in the implementation of the Project. The PIM shall include rules and procedures on, inter alia:

- (i) qualifications, terms of reference and detailed implementation responsibilities of Project Parties including, inter alia, the recruitment of professional staff of the Project Office, consultants and service providers;
- (ii) budgeting, expenditure approvals, use of chart of accounts, and overall accounting and reporting framework;
- (iii) financial controls, stringent asset management controls, thorough internal and external audit function, detailed mechanisms for reporting of fraud and corruption and related management actions as per the Fund's policies and rules;
- (iv) national competitive bidding in line with the provisions of IFAD's Project Procurement Guidelines and Procurement Handbook;
- (v) limited competitive bidding from the list of prequalified companies and services providers;
- (vi) shopping and direct contracts;
- (vii) procurement arrangements of the implementing partners;
- (viii) composition of procurement evaluation committees;
- (ix) monitoring and evaluation; and
- (x) details on the implementation of the matching grant and UTF Agreement.

The PIM may be amended from time to time, subject to approval by the Fund.

17. Monitoring and Evaluation. The Project Office shall monitor and update regularly the Project logical Framework (capturing key indicators on Project objectives, outcomes and outputs) and submit to the Fund and its supervision missions. The Project Office shall be responsible of consolidating the physical and financial information from the Implementing Agencies and to prepare semi-annual and annual Progress Report and (audited) Financial Reports (FRs) for all relevant parties.

18. Supervision shall be carried out as specified in Section D of this Agreement. The direction supervision will mainly relate to the project financial management, its physical and financial progress, implementation management's efficiency and implementing agencies' performance at all levels. Implementation support will be provided by the Fund as follow-ups of its direct supervision and progress review, and as response to possible supports required by the Project Office. Support will be conducted on a demand-driven basis and in accordance with needs identified.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of the Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed thereby in each Category:

Category	Loan Amount (in USD)	Grant Amount (in USD)	Percentage of Eligible Expenditures to be financed (net of taxes, co-financiers and beneficiary contributions)
I. Works	22 560 000		100%
II. Vehicles & equipment	2 320 000		100%
III. Good Services & Inputs	9 600 000	400 000	100%
IV. Training & Workshops	16 930 000		100%
V. Consultancies	1 500 000	1 500 000	100%
VI. Recurrent costs	5 240 000		100%
Unallocated	6 350 000	100 000	
TOTAL	64 500 000	2 000 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Consultancies” under category V, shall mean eligible expenditures for technical assistance under the UTF agreement with FAO.

“Recurrent costs” and “Training & Workshops”. Project-related meeting expenses and Project-related travel expenses will follow Borrower/Recipient existing policy. Honorarium, allowances and/or sitting allowances are not recognized by the fund as eligible expenditures.

2. Start-up Costs. Withdrawals from the Loan in respect of expenditures for start-up costs (in Category III, IV and VI) shall not exceed and aggregate amount of USD 500 000 and shall be disbursed after the satisfaction of condition in Section E 1(a) of this Agreement. Activities to be financed by Start-up Costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan and Grant accounts if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customize accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach: Direct beneficiaries receiving project services	Corresponding number of households reached	0	125,000	250,000	Progress report, Baseline, Mid-Term Outcome survey, PCR, Impact assessment	Biannually, yearly	Lead agency and IAs	
	Number of persons receiving services promoted or supported by the project	0	700,000	1,400,000				
Goal: To contribute to Bangladesh's agricultural smallholders responsiveness and competitiveness in high value crops production and marketing of fresh and/or processed products.								<ul style="list-style-type: none"> Increased profitability of HVC production will lead to greater investment in HVC and trade success
Development Objective: To increase farmer income and livelihood through demand-led productivity investments, crop diversification and increased market linkages.	Number of beneficiary HHS reporting HVC production as main source of revenue with at least 20 per cent income increase	TBD	75,000	150,000	Baseline, Mid-Term Outcome survey, Progress report, PCR, Impact assessment	Baseline, midterm and completion	Lead agency	<ul style="list-style-type: none"> Availability and uptake of improved technologies and farming systems Steady market demand and conditions Incomes increase through a combined effect of increased HVC production and improved marketing.
	Percentage of households reporting improvements in household asset ownership index	0	25%	50%				
Outcome 1: New and existing technologies researched, developed and adapted to agro-ecological constraints	Number of farmers reporting adopting of new/improved inputs, technologies or practices ^{RIMS}	0	100,000	200,000	Progress Reports	Yearly	Lead agency, IAs	<ul style="list-style-type: none"> Willingness and mutual benefits to producers and companies
	Number of farmers reporting an increase in production ^{RIMS}	0	100,000	200,000				
Outputs: 1.1 Supporting organizational development of farmer groups in HVC technology requirements.	Farmer groups formed or mobilized	TBD	5,000	10,000	Surveys; Progress reports	Biannually, yearly	Lead agency, IAs	<ul style="list-style-type: none"> Responsive to agroecological constraint and market demands.
	Number of rural producers accessing production inputs and/or technological packages ^{RIMS}	TBD	100,000	200,000				
1.2 Adaptive trials of new or existing technologies under farm field conditions	Number of persons trained in production practices and/or technologies ^{RIMS}	0	125,000	250,000	Surveys; Progress reports	Biannually, yearly	Lead agency, IAs	<ul style="list-style-type: none"> Farmers are interested in and have capacity to adopt improved technologies
	Number of market-led farmer field schools organized	0	750	1,500				
	Number of demonstrations during field days on different HVC crops	0	5,000	10,000				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
1.3 Improving access to district market-led research and extension facilities.	Number of research stations upgraded/rehabilitated	0	10	23	Progress reports	Biannually, yearly	Lead agency, IAs	▪ Properly targeted rehabilitation contributes to local research efforts.
Outcome 2: Production decisions respond to market opportunities	Number of farmers reporting an increase in sales and/or increase in profit ^{RIMS} Number of women reporting improved quality and diversity of their diets ^{RIMS}	0	100,000 10,000	200,000 (80%) 20,000	Producer surveys; Progress reports	Yearly	Lead agency, IAs	
Outputs: 2.1 Developing smallholder farmers' capacity in production and post-production practices	Number of rural farmers trained in post-harvest handling techniques and marketing Number of functioning multi-stakeholder platforms supported ^{RIMS}		125,000 6	250,000 11	Progress reports	Biannually, yearly	Lead agency, IPs	
2.2 Provision of small infrastructure (by group or individual on cost-sharing basis)	Number of processing and storage facilities constructed or rehabilitated under matching grant		150	300	Progress reports	Biannually, yearly	Lead agency, IPs	
2.3 Improved awareness of nutrition, hygiene and food safety	Number of women provided with targeted support to improve their nutrition ^{RIMS}		5,000	30,000	Progress reports	Biannually, yearly	Lead agency, IPs	▪ Training will raise awareness and lead to behavioural changes
Outcome 3: Improved availability of irrigation water and efficient usage.	Number of households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs ^{RIMS}		50,000	100,000	Progress reports; baseline, mid-term and impact assessment	Yearly	Lead agency, IPs	▪ Sufficient access to services is available, e.g. to technicians, facilities, etc.
Outputs: 3.1 Conservation and utilization of surface water through improved infrastructure development in sustainable manner	Number of surface water technologies for irrigation constructed		2,100	4,290	Progress reports	Biannually, yearly	Lead agency, IPs	
3.2 Strengthening capacity of water interest groups	Number of people in water user groups trained and participated in trainings, cross visits and demonstrations		6,500	13,000	Progress reports	Biannually, yearly	Lead agency, IPs	▪ All relevant stakeholders are consulted and actively participate